



Déclaration SNES-FSU et SNEP-FSU au Comité technique de l'AEFE du 2 juillet 2018

En introduction, le SNES-FSU et le SNEP-FSU tiennent à dénoncer solennellement les **atteintes gouvernementales portées aux instances de dialogue social dans la Fonction publique** : les commissions administratives paritaires et leur rôle sont attaqués, les CHSCT menacés d'être supprimés. A l'Agence, des avancées ont pourtant été constatées : le SNES et le SNEP ont été entendus sur la demande de création de la Commission interne (personnels du siège) et la création des CHS conditions de travail des personnels. Ces instances sont des lieux essentiels du dialogue social, pour les personnels et leur représentation. **Le besoin de dialogue est d'autant plus important que des dérives managériales sont déplorées**, comme le montrent de nombreuses questions de ce Comité technique.

En février dernier, le SNES-FSU et le SNEP-FSU étaient intervenus sur les inquiétudes concernant les menaces qui pesaient sur la survie de l'Etablissement public AEFE. Comme nous l'avons rappelé au Conseil d'administration du 28 juin 2018, les personnels, avec le SNES et les syndicats de la FSU, parfois sur un appel intersyndical, se sont mobilisés contre l'insuffisance des moyens alloués à l'Etablissement public, et la brutale annulation de crédits. Celles-ci entraînent une **régression irréversible sur l'encadrement et le fonctionnement pédagogique des établissements**, à l'opposé de la mission de diplomatie d'influence que tous semblent pourtant reconnaître ou souhaiter comme un des rôles fondamentaux de cet Etablissement public. **L'Etablissement public est maintenu, mais les inquiétudes sont très loin d'être levées.** Concernant l'avenir, nous avons dit et redit notre **opposition à tout projet de mobilité imposée** aux personnels résidents.

A l'ouverture de ce Comité technique (CT), nous dénonçons la poursuite des suppressions massives de postes, liées au plan d'économie. La situation budgétaire est insupportable : **pour accomplir ses missions, l'Etablissement public a besoin de postes**. Quant aux nouveaux objectifs fixés, il est illusoire de croire qu'ils pourront se faire à moyens constants, dans le réseau comme en Centrale !

A l'ordre du jour de ce CT, plusieurs textes sont l'aboutissement de nombreux groupes de travail, échanges, où les points de blocage sont discutés. Le SNES-FSU et le SNEP-FSU tiennent ici à rappeler que **ces textes et cadrages font vivre l'Etablissement public à condition d'être respectés et mis en place localement**. Les textes votés en CT ont vocation à être pleinement appliqués par les services centraux de l'Agence et les chefs d'établissement. Trop nombreux sont encore les cas de non-respect des cadrages ou de dysfonctionnement des instances locales. **Les premiers défenseurs de l'Etablissement public doivent en être ses acteurs** : ne pas appliquer ou respecter ses cadrages, c'est affaiblir chaque fois un peu plus l'Agence.

Le CT de juillet est souvent l'occasion de faire un bilan pour les personnels. Le moins que l'on puisse dire c'est que **l'année 2017-2018 a été particulièrement anxiogène**, en centrale et dans le réseau. Les syndicats de la FSU restent mobilisés et attendent des réponses qui ne conduisent pas, comme le préconisent certains, à une régression de leur situation, au déclin des missions de service public d'éducation. A l'heure de se réjouir des résultats d'examens et de fin d'année, il ne faut pas s'y tromper. Les résultats sont menacés de baisse à chaque poste supprimé, à chaque projet abandonné.